

Le 9 octobre 2026

Violences à Liège

Stop aux excuses et retour du sens de la responsabilité et de l'effort

Post RS : « Les violences et dégradations commises ces derniers jours sont inacceptables. Il est temps d'arrêter de dire à la jeunesse que tout va mal et que tout ira mal pour eux. Il faut oser dire la vérité aux jeunes : la vie demande des efforts. Il y a des défis mais c'est en investissant sur le travail, sur l'intelligence et le savoir que nous allons les résoudre, pas en manifestant et surtout en détruisant.

La responsabilité des parents est grande aussi. Pour le MR, les allocations familiales doivent être suspendues pour les parents des jeunes casseurs ».

Abstract :

-Les violences et dégradations commises à Liège ces derniers jours sont inadmissibles et devront rapidement être suivies de sanctions ;

-Soutien aux commerçants et aux indépendants qui ont vu leur commerces pillés ; aux citoyens qui ont vu leur centre-ville pris en otage par des jeunes casseurs ; soutien aussi aux policiers pour leur travail et qui comptent des blessés parmi ses rangs (aucun du côté des manifestants) ;

-Aucune justification ne tient la route face à de telles violences. Certains à gauche veulent créer le désordre de notre société. Si la manifestation et la contestation sont des droits importants dans une démocratie, les droits au savoir, à l'enseignement et à la libre-circulation le sont tout autant ;

-Le MR appelle à un retour des valeurs essentielles dans notre pays et celles-ci doivent être transmises sans condition à la jeunesse : le sens de l'effort, le sens de l'autorité et de l'exigence ;

- Il est temps d'arrêter de dire à la jeunesse que tout va mal et que tout ira mal pour eux. Il faut oser dire la vérité aux jeunes : la vie demande des efforts. Il y a des défis mais c'est en investissant sur le travail, sur l'intelligence et le savoir que nous allons les résoudre, pas en manifestant et surtout en détruisant ;

-Face à la répétition des violences et des comportements délictueux, la prévention et l'accompagnement ne suffisent plus. Il devient indispensable de réaffirmer clairement la notion de responsabilité individuelle et de rappeler que tout manquement délibéré aux règles communes appelle une réponse ferme ;

-Pour le MR, les allocations familiales doivent être suspendues pour les parents des jeunes casseurs ;

-Ceux qui ont cassé doivent payer, et s'ils sont mineurs, la facture doit être envoyée à leurs parents.

Depuis une semaine, certains élèves à Liège, à Charleroi et à Bruxelles, manifestent dans la rue. Ces manifestations ont pris une tournure extrêmement violente dans le centre de Liège : des magasins cassés et pillés, des poubelles, des voitures, des abris-bus incendiés.

194 personnes ont été arrêtées à Liège; 159 ont fait l'objet d'une arrestation administrative et 35 d'une arrestation judiciaire.

On compte une **quarantaine de blessés parmi les policiers et aucun du côté des manifestants.**

La gauche dit qu'il faut comprendre la jeunesse mais ces faits sont inadmissibles. Aucune colère ne justifie de prendre une ville en otage durant une semaine. La gauche a par ailleurs tendance à minimiser le rôle des jeunes dans ces faits violents : ce sont pourtant bien des jeunes que l'on voit sur les vidéos en train de casser et piller des magasins. La police a confirmé qu'il y avait des jeunes de 13-14 ans.

Il est temps pour la gauche d'arrêter de justifier l'indéfendable et de cesser de trouver des excuses.

Nous devons également remettre les choses en perspective, la gauche indiquant que « la jeunesse se révolte » : le plus gros rassemblement comptait 500 jeunes alors que la FWB compte environ un million de jeunes dans l'enseignement obligatoire.

Ces centaines de jeunes empêchent d'ailleurs dans certaines écoles aux autres élèves de rentrer dans les établissements. **Si la manifestation et la contestation sont des droits importants dans une démocratie, les droits au savoir, à l'enseignement et à la libre-circulation le sont tout autant.**

Nous évoluons dans une société, qui n'ose plus nommer ce qui est interdit et qui préfère l'excuse à la responsabilité.

Le MR appelle à un retour des valeurs essentielles dans notre pays et celles-ci doivent être transmises sans condition à la jeunesse : le sens de l'effort, le sens de l'autorité et de l'exigence.

Pour rappel, en FWB, le minerval n'avait plus été indexé depuis 2011, nous avons par ailleurs un des enseignements les mieux financés au monde.

De son côté, l'extrême gauche agite la violence, chauffe et manipule les jeunes. Les JT de la semaine l'ont démontré, avec des tracts PTB dans les mains des jeunes. Les groupes « antifas » manipulent également les jeunes et attisent la violence auprès des jeunes selon la police.

Des groupements d'enseignants sont également responsables. Ils devraient encourager les élèves à aller au cours plutôt qu'à être violents en rue. Il est essentiel que ces élèves retrouvent le chemin de l'école au plus vite.

Réaffirmer la responsabilité individuelle : suspension des allocations familiales des jeunes casseurs

La responsabilité des parents est également à pointer largement. Que font les parents de ces jeunes casseurs ? Où sont-ils ?

Depuis de nombreuses années, l'action publique a privilégié la prévention et l'accompagnement. Face à la répétition des violences et des comportements délictueux, ils ne suffisent plus. Il devient indispensable de réaffirmer clairement la notion de responsabilité individuelle et de rappeler que tout manquement délibéré aux règles communes appelle une réponse ferme

Pour le MR, les allocations familiales doivent être suspendues pour les parents des casseurs. Nous avons un texte en ce sens à déposer à tous les niveaux de pouvoir. Si certains parents sont démissionnaires, ce n'est pas à l'Etat d'assumer la responsabilité.

A cet égard, la France discute actuellement d'un projet de loi permettant de retirer les allocations familiales aux parents de casseurs. Ils veulent également toucher à d'autres aides sociales, tels que les aides au logement. Il est temps que nous suivons la même voie au vu des faits répétés de violences dans notre pays.

Appliquer le principe du casseur – payeur

On le sait, les dégradations urbaines sont rarement suivies de sanction. Renforcer la sécurité des personnes est une priorité. Il faut garantir l'intégrité physique, veiller à la protection des biens, à la sécurisation des domiciles, donner une réponse rapide lorsque des infractions sont commises, réprimer de façon juste et efficace et assurer une réparation effective en faveur des victimes et de l'Etat. Ceux qui ont cassé doivent payer, et s'ils sont mineurs, la facture doit être envoyée à leurs parents.

Il faut également augmenter le montants des amendes administratives et accélérer l'accès aux bases de données.